

mettent à la recherche d'emplois. Si le nombre d'emplois n'augmentait pas chaque année au Canada, nous aurions maintenant près de deux millions de chômeurs au lieu de 400,000. L'augmentation relativement faible du nombre de personnes employées au Canada est prévisible à cause de l'augmentation de la population active globale.

Comme l'a indiqué le Conseil économique du Canada au tableau n° 3 de son rapport de septembre 1970, au lieu de 300,000 ou 350,000 nouveaux emplois, qui auraient maintenu au Canada en 1970 le même taux de chômage qu'en 1969, ce qui était suffisamment élevé, on n'a créé en 1970 que 77,000 nouveaux emplois dans le pays. Environ 77,000 nouveaux emplois ont été créés au pays en 1970. A supposer, par exemple, que la population active se soit accrue d'environ 300,000, il manquerait déjà 225,000 emplois pour ces nouveaux arrivés sur le marché du travail, sans parler du nombre de chômeurs qu'il y avait auparavant. La situation est grave et aucun membre du gouvernement, j'espère, ne tentera d'invoquer l'augmentation du taux de participation, comme l'appellent les économistes, ou du nombre des travailleurs actuels, pour prétendre qu'il n'existe pas de crise du chômage au pays.

• (3.00 p.m.)

En octobre dernier, il y avait 419,00 chômeurs, c'est-à-dire une augmentation de 21,000 par rapport au mois de septembre. Le chômage est à la hausse dans presque toutes les régions du Canada sauf dans les Maritimes. Québec, l'Ontario, les Prairies et la Colombie-Britannique ont enregistré une hausse. Dans certains cas, l'augmentation fut spectaculaire. Ce qui frappe peut-être le plus dans ces chiffres, et je crois que les membres de tous les partis devraient s'en préoccuper au plus haut point, c'est que 23 p. 100 des chômeurs en octobre 1970 étaient âgés de 14 à 19 ans. Si l'on s'arrête aux personnes âgées de 20 à 24 ans, on constate que 45 p. 100 de tous les chômeurs au Canada appartiennent à cette catégorie d'âge, c'est-à-dire au moins de 24 ans: jeunes gens qui quittent l'école, ou sortent des collèges et des universités, déçus de ne pouvoir trouver d'emploi, de ne pouvoir apporter leur concours à la société, réaliser leurs espoirs et se rendre utiles. Le terrorisme mis à part, rien ne saurait détruire plus sûrement l'ordre social que la frustration et le désespoir qu'engendre le chômage de ces milliers de jeunes gens.

L'autre fait significatif qui ressort de ces chiffres a trait aux problèmes que nous avons dû envisager dernièrement et que nous avons résolus. Du nombre total de chômeurs au Canada en octobre 1970, 38 p. 100 se trouvent au Québec; cette province qui compte environ le quart seulement du nombre total de la population active compte presque 40 p. 100 du chiffre total des chômeurs. Ces chiffres ne représentent que des moyennes, ce qui m'a toujours inquiété; nos statistiques ne peuvent jamais être parfaites, j'imagine; mais lorsqu'il est question du nombre de chômeurs au Québec ou dans les Maritimes ou ailleurs, nous parlons de toute la province. Mais si, par exemple, nous envisageons le secteur de Montréal, ou le

comté de Gaspé, le chômage peut bien y atteindre, je n'en doute pas, 15 à 18 p. 100. On trouve donc une concentration de gens aux abois, sans travail, dans certains secteurs d'une province ou du pays. J'y reviendrai dans quelques instants, mais je suis certain que tout le monde en a déjà clairement saisi l'importance. Quoi qu'il en soit, le chômage dont nous avons les chiffres pour octobre s'est suffisamment accru pour qu'on puisse considérer la situation comme extrêmement grave.

Mais cela n'est rien, à comparer avec toutes les prévisions pour l'hiver qui vient. Le premier ministre (M. Trudeau) avec cette façon qui lui est hélas assez habituelle, s'est moqué du président du Congrès canadien du travail, ou a fait à son égard des réflexions péjoratives, parce qu'il avait annoncé pour cet hiver un taux de chômage de 9 p. 100, et dit que le chiffre pourrait grimper jusqu'à 11 p. 100; il a prévu 750,000 chômeurs. Les députés se souviendront que lorsque M. MacDonald a posé une question fondée sur cette déclaration le premier ministre avait tenu des propos injurieux là-dessus. Le premier ministre peut se permettre ces réponses cavalières aussi souvent qu'il le voudra; mais je pense que plus il se les permettra, plus les Canadiens sauront à qui ils ont affaire. Il reste que tous les économistes réputés au pays, pas des gens du milieu ouvrier, ont exprimé le même avis que M. MacDonald. M. Robert Crozier, économiste du Conseil économique du Canada, a déclaré dans un article publié dans le *Star* de Toronto, que d'ici février ou mars prochain le chômage aura atteint les 9 p. 100 ou un peu plus. D'après lui, cela représenterait de 750,000 à 800,000 chômeurs. M. Forrest Rogers, conseiller en économie de la Banque de la Nouvelle-Écosse—pas une institution révolutionnaire, monsieur l'Orateur—prévoit un chômage de 8.5 p. 100; 9 p. 100 est peut-être un chiffre un peu trop élevé, a-t-il dit, quoique du domaine du possible. Le professeur Sydney Ingerman, économiste en questions ouvrières à l'Université McGill, fixait ses prévisions sur le plan national à environ 9 ou 10 p. 100. C'est donc dire que les prévisions de ces économistes, et bien d'autres au Canada, corroborent les déclarations du président du Congrès du travail du Canada. De fait, sauf erreur, le ministre des Finances (M. Benson) a admis lui-même que le chômage serait fort élevé cet hiver. Je ne me souviens pas s'il a cité un chiffre, mais il a déclaré qu'il s'y attendait.

S'il y a environ 750,000 à 800,000 chômeurs, ils seront concentrés dans les régions économiquement faibles du pays. Le nombre de chômeurs sera donc encore plus élevé dans la province de Québec, dans les provinces atlantiques et dans les régions éprouvées des Prairies et de l'Ontario. Par conséquent, si le taux national de chômage s'établit à environ 9 p. 100, il sera de 12 à 15 p. 100 au Québec, probablement de 15 à 18 p. 100 dans les provinces atlantiques et de 20 p. 100 ou plus en Gaspésie et dans la région située à l'est de Montréal, où se concentre le chômage.

Cet état de choses, monsieur l'Orateur, est le résultat direct des politiques gouvernementales appliquées ces